

Investissement Canada—Loi

Il est évident que la liste de priorités du gouvernement est plutôt surprenante. Il a le temps de s'entretenir avec des investisseurs étrangers à New York, sous prétexte de créer plus d'emplois, mais il n'a pas le temps de préparer un projet de loi et des mesures de protection pour préserver les emplois actuels. Vous comprendrez, monsieur le Président, que mes électeurs qui travaillent dans l'industrie du textile et de la chaussure sont très inquiets.

Je voudrais vous lire, monsieur le Président, une lettre envoyée le 1^{er} avril dernier par l'Association Canadienne des fabricants de chaussures. Cette lettre s'adresse au ministre chargé du Commerce international. En voici un extrait:

Monsieur,

Dans votre lettre du 16 octobre 1984, il y a près de six mois, vous m'avez écrit que vous espériez être en mesure de vous entretenir avec nous, des représentants de notre association et les syndicats dès que possible. Nous savons que, en tant que ministre chargé du Commerce international, vous voyagez fréquemment et que vous êtes très occupé, mais nous vous saurions gré de nous consacrer une heure de votre temps en avril.

Autrement dit, monsieur le Président, huit mois après l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, aucun membre du cabinet n'a eu le temps de s'entretenir avec des représentants de l'industrie de la chaussure. Toutefois, ils n'ont pas manqué de temps pour ouvrir toutes grandes nos portes aux gros investisseurs américains, sans prévoir aucune mesure de protection pour mes électeurs et les autres Canadiens qui travaillent dans ce secteur.

Je voudrais vous signaler, monsieur le Président, un rapport sur le vêtement qui a été déposé à la Chambre et remis au ministre de l'Expansion industrielle régionale le 14 janvier dernier. Dans ce rapport, on décrit tous les problèmes auxquels se heurte cette industrie et les restrictions qu'il faut imposer pour protéger les emplois actuels. Les députés de notre parti sont très inquiets de voir la façon de procéder du gouvernement, pour ce projet de loi comme pour d'autres. Nous voulons des mesures de protection. Nous souhaitons l'investissement étranger, mais pas au détriment des emplois des Canadiens. C'est pourquoi les amendements proposés par mon collègue de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) sont indispensables et je les appuie, bien entendu, sans réserve.

[Français]

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Nous avons devant la Chambre cet après-midi plusieurs motions au nom du Nouveau parti démocratique et aussi au nom du parti libéral. Et on parle ici du pouvoir du ministre responsable, monsieur le Président, et on parle aussi de beaucoup de pouvoirs très importants.

M. Boudria: Le ministre «irresponsable».

M. Nystrom: Pardon?

M. Boudria: Le ministre «irresponsable».

M. Nystrom: Le ministre «irresponsable». C'était le commentaire du député libéral de Grengarry-Prescott-Russell.

Mais, monsieur le Président, il est mentionné ici beaucoup de choses importantes. On dit ici: Le ministre doit encourager l'investissement de la façon qu'il juge indiquée. Deuxièmement, il doit aider les entreprises canadiennes à tirer parti des

possibilités d'investissement et du développement technologique, troisièmement, faire des études et des analyses sur les investissements tant au plan national qu'au plan international. Quatrièmement, de fournir des services notamment d'information en matière d'investissement afin de favoriser la croissance économique du Canada.

Et aussi d'autres choses importantes, monsieur le Président.

[Traduction]

Malgré ces pouvoirs que nous voyons accordés au ministre durant la présente session, je crois qu'il subsiste certaines lacunes. Toute l'orientation de la mesure à l'étude me paraît affaiblir la position du gouvernement fédéral en ce qui concerne les investissements étrangers, lesquels revêtent une telle importance pour l'avenir des Canadiens en ce qui concerne les emplois. Il est très important que notre pays affirme sa souveraineté et son indépendance, de façon non moins énergique que ne le font les autres pays du monde.

Une façon de le faire consisterait à accepter bon nombre des motions présentées aujourd'hui par le parti libéral et le Nouveau parti démocratique. Ces motions renforceront le rôle du ministre et du gouvernement en ce qui a trait aux investissements étrangers chez nous. Nous ne demandons rien de plus que ce qui se fait dans les autres pays. Nous observons une affirmation positive de nationalisme économique dans la plupart des pays du monde.

Nous reprochons parfois aux Américains d'être trop nationalistes en défendant aveuglément leur pays, ou aux Japonais d'être trop protectionnistes dans leur façon de diriger leur économie; nous adressons en fait le même reproche à de nombreux pays européens. Un député du parti libéral a posé aujourd'hui à la Chambre une question au sujet du Marché commun européen. Il a demandé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) s'il ne pensait pas que les Européens pratiquent un protectionnisme exagéré dans le secteur agricole. Cette question portait plus précisément sur le bœuf. Nous avons eu le sommet Reagan-Mulroney à Québec. Notre premier ministre et le président des États-Unis y ont parlé de libre échange et de ce nouvel arrangement à l'amiable entre ces deux bons amis. Mais les collaborateurs du premier ministre n'étaient pas sitôt rentrés à Ottawa et le président Reagan à Washington que les collaborateurs de ce dernier annonçaient un droit compensateur sur le porc qui venait frapper notre industrie canadienne dont le chiffre d'affaires atteint plusieurs milliards de dollars.

D'autres pays du monde affirment leur indépendance et leur souveraineté. Ils veulent avoir la maîtrise de leur propre économie et exercer leurs pouvoirs nationaux. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, tout comme, je le sais, bon nombre de députés conservateurs d'arrière-ban qui ne peuvent se prononcer publiquement à cause de notre système de gouvernement, nous rendons bien compte qu'il nous faudrait nous aussi renforcer les règles et règlements régissant les investissements étrangers chez nous. Je sais que ces députés de l'arrière-ban conservateur ressentent de plus en plus vivement un sentiment d'extrême frustration.